

Directive relative à l'Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables (OEneR) Photovoltaïque

Explications concernant l'exécution du système de rétribution de l'injection (SRI),
de la rétribution unique (RU) et de la prime de marché flottante (PMF)
pour les installations photovoltaïques

Table des matières

Nouveautés par rapport à la dernière version	4
1. Introduction	5
2. Dispositions générales	5
2.1. Définition d'une installation	5
2.2. Puissance de l'installation	7
2.2.1. Grande et petites installations photovoltaïques	7
2.2.2. Taille minimale pour le versement d'une rétribution unique	7
2.3. Puissance de l'onduleur	7
2.4. Regroupement de plusieurs installations	7
2.5. Accord des propriétaires fonciers	8
2.6. Agrandissements d'installations SRI mesurés séparément	8
2.7. Installations en îlotage et installations Plug-and-Play	9
2.8. Angle d'inclinaison et orientation	9
3. Procédure de demande et de vente aux enchères	10
3.1. Demande de PRU (installations d'une puissance inférieure à 100 kW)	11
3.2. Demande de GRU (installations d'une puissance égale ou supérieure à 100 kW)	11
3.3. Demande de RUE (installations sans consommation propre d'une puissance inférieure à 150 kW)	12
3.4. Offres pour RUE et PMF (installations sans consommation propre d'une puissance supérieure ou égale à 150 kW)	12
4. Consommation propre	12
4.1. Installation photovoltaïque avec consommation propre	12
4.2. Installations photovoltaïques sans consommation propre	12
4.3. Installations SRI	12
4.4. Regroupement dans le cadre de la consommation propre (RCP)	12
5. Certification	13
5.1. Ajout des photos pour les installations intégrées	13
5.2. Ajout de photos pour les installations pour lesquelles le bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement est demandé	13
6. Catégories d'installations	13
6.1. Installations ajoutées et isolées	13
6.2. Installations intégrées	14
6.2.1. Critère d'intégration au bâtiment	14
6.2.2. Critère de la double fonction	14
7. Calcul du taux de rétribution SRI	17
7.1. Installation de base	17
7.2. Agrandissements	17
7.2.1. Agrandissements ultérieurs	17
7.2.2. Agrandissements non ultérieurs	18

8. Calcul de la RU	18
8.1. Renonciation à la rétribution de la contribution liée à la puissance pour les installations bénéficiant de la GRU	19
8.2. Agrandissements notables	19
9. Bonus	20
9.1. Bonus pour angle d'inclinaison	20
9.2. Bonus pour la hauteur	20
9.3. Bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement	20
10. Enchères pour la rétribution unique d'installations photovoltaïques sans consommation propre	20
10.1. Conditions de participation	21
10.2. Procédure d'enchères	21
10.3. Frais de participation, adjudication et réalisation de l'installation pour laquelle l'adjudication est octroyée à partir du 1 ^{er} janvier 2025	21
10.4. Dépôt de garantie et réalisation pour les installations ayant obtenu l'octroi jusqu'au 31 décembre 2024	22
10.5. Versement de bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement, d'angle d'inclinaison et d'altitude	23
10.6. Remboursement en cas de démantèlement anticipé	23
11. Enchères PV pour la prime de marché flottante	24
11.1. Conditions de participation	24
11.2. Procédure d'enchères	24
11.3. Frais de participation et réalisation de l'installation	25
11.4. Agrandissements et rénovations ultérieurs	25
11.5. Durée, exclusion et sortie du système de la prime de marché flottante	26
12. Mise hors service et remise en service	26
12.1. Installation bénéficiant du SRI	26
12.2. Installation bénéficiant de la RU	26
12.2.1. Démantèlement sans reconstruction	26
12.2.2. Reconstruction	27
Bases légales	29
Abréviations	29

Nouveautés par rapport à la dernière version

Les thèmes suivants ont été ajoutés par rapport à la dernière version:

Date d'édition	Version	Description des modifications
01.05.2020	2.0	Révision fondamentale. Nouvelle édition en tant que « Directive relative à l'Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables, énergie photovoltaïque », éditeur: Pronovo
12.02.2021	2.1	RU pour les agrandissements de SRI mesurés séparément; précisions sur les installations autonomes et sur l'intégration des installations; précisions sur les agrandissements non ultérieurs
01.01.2023	3.0	Mise à jour de la définition des installations, compléments apportés aux nouveaux programmes de subvention des installations photovoltaïques sans consommation propre et plus particulièrement aux ventes aux enchères pour les installations photovoltaïques, ainsi que complément apporté au bonus d'angle d'inclinaison et de hauteur
15.11.2023	3.1	Corrections des références figurant dans les notes de bas de page, la suppression du paragraphe concernant la renonciation à SRI en faveur d'une RU
01.01.2024	3.2	Modification de la durée du délai de réalisation pour les ventes aux enchères
31.01.2025	4.0	<ul style="list-style-type: none"> • Ajout de la prime de marché flottante, du bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement • Précisions sur la définition de l'installation • Précision concernant les installations dans les réseaux de faible envergure dans la section « Installations autonomes » • Description de la puissance nominale côté courant alternatif comme puissance nominale AC de l'onduleur selon la fiche technique

Directive actuelle

Ce document remplace l'ancienne « Directive relative à l'Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité à partir d'énergie photovoltaïque ».

Exemples de calculs

Les exemples de calcul de la présente directive sont uniquement fournis à titre indicatif sous réserve de modifications ultérieures de la législation.

1. Introduction

Les directives de Pronovo constituent une aide à l'exécution de l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables. Elles expliquent notamment la mise en œuvre pratique des dispositions de l'Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables (OEnER).

La présente directive « Énergie photovoltaïque » s'adresse en premier lieu aux exploitants d'installations de production d'énergie électrique à partir d'énergie photovoltaïque (PV), qui sont encouragées par une rétribution de l'injection (SRI), une rétribution unique (RU) ou une prime de marché flottante (PMF).

Vous trouverez de plus amples informations dans la directive « Partie générale ».

La rétribution unique permet d'encourager les nouvelles installations PV. Nous distinguons la rétribution unique destinée aux petites installations (PRU), celle destinée aux grandes installations (GRU) et la rétribution unique élevée (RUE). Cette dernière n'est accordée que pour les installations sans consommation propre. A partir d'une puissance de 150 kW, le montant de la RUE est déterminé par une vente aux enchères.

Les installations sans consommation propre d'une puissance supérieure ou égale à 150 kW peuvent bénéficier d'une prime de marché flottante. Le taux de rétribution de la prime de marché flottante est déterminé par le biais d'enchères.

2. Dispositions générales

2.1. Définition d'une installation

Selon la définition d'une installation donnée dans l'annexe 1.2 chiffre 1 de l'OEnER, une installation PV consiste en un ou plusieurs champs de modules, un ou plusieurs onduleurs et un point de mesure. Pour les installations photovoltaïques mises en service avant le 1^{er} janvier 2023, la définition de l'installation selon l'ancien droit s'applique (annexe 1.2 chiffre 6 OEnER).

Les installations ayant chacune des points de mesure distincts peuvent être regroupées virtuellement si elles utilisent le même point de raccordement au réseau (PRR).

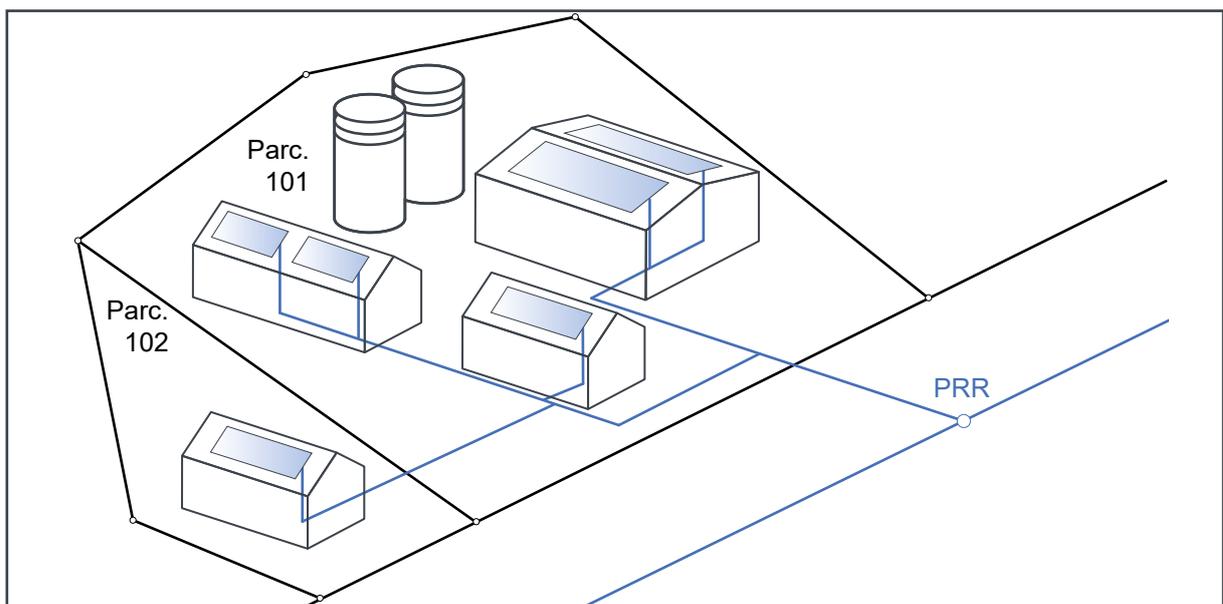


Illustration 1 : Exemple de différents bâtiments et terrains dans une ferme : Si chaque champ de modules possède son propre point de mesure (virtuel), il est possible de saisir dans la configuration de l'exemple jusqu'à six installations.

Les installations pour lesquelles une RUE ou une PMF est demandée doivent disposer de leur propre compteur physique net.

Le tableau 1 ci-dessous indique les dispositions des compteurs¹ autorisées pour les différentes installations PV.

Type d'installation / instrument de rétribution	Mesure nette propre (production brute moins alimentation auxiliaire)	Mesure du surplus	Consommation propre
Installations > 30 kVA de puissance nominale côté courant alternatif (<u>PRU</u> , <u>GRU</u> , <u>SRI</u>)	Oui, obligatoire	Non, non autorisée	Oui, autorisée
Installations ≤ 30 kVA de puissance nominale côté courant alternatif (<u>PRU</u> , <u>SRI</u>)	Oui, si souhaité	Oui, autorisée	Oui, autorisée
<u>RUE</u> , <u>PMF</u>	Oui, obligatoire	Non, non autorisée	Non, non autorisée

Tableau 1: Dispositions des compteurs autorisées pour les installations PV

Dans le cas d'une propriété par étage, les installations se trouvant dans la partie commune sont considérées, en principe, comme une installation complète, avec des agrandissements, le cas échéant.

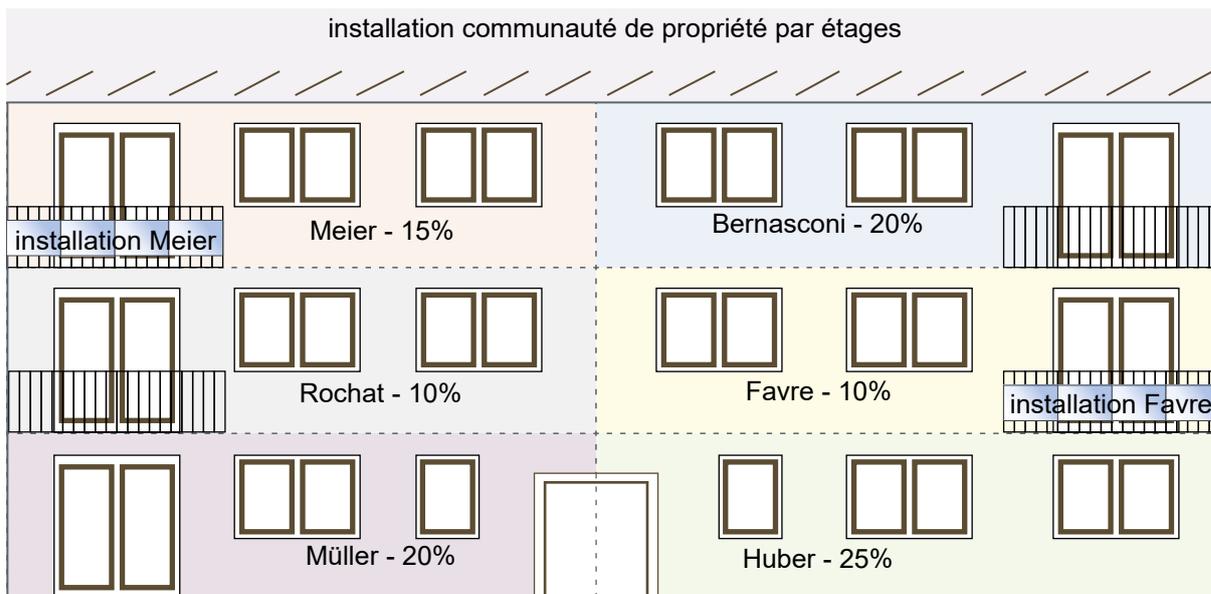


Illustration 2: exemple d'une propriété par étage, plusieurs installations sur une parcelle

Font exception à cette règle les installations mesurées séparément. Il est toutefois possible d'annoncer séparément les installations privées des différentes parties (dans le jardin ou sur le balcon, par exemple) pour l'unité de propriété par étage correspondante. Dans l'exemple de l'illustration 2, il est donc possible d'annoncer trois installations: les parties Favre et Meier possèdent une installation privée chacune et la communauté des copropriétaires d'étages possède une installation.

¹ Chapitre 3.10. du « Guide relatif à la certification de données d'installations et de production »

2.2. Puissance de l'installation

La puissance d'une installation photovoltaïque est calculée en fonction de la puissance en courant continu maximale normée du générateur d'électricité solaire². Pour les modules bifaces, la puissance de la face avant des modules est déterminante, la puissance de la face arrière du module n'est pas prise en compte.

Même si une installation ne peut être raccordée au réseau que de manière limitée dans un premier temps, parce que par exemple le réseau doit être renforcé pour recevoir la puissance totale de l'installation, le taux de rétribution SRI, la RU, l'adjudication de l'enchère ou la prime de marché flottante sont tout de même calculés sur la base de la puissance installée totale.

2.2.1. Grande et petites installations photovoltaïques

Les installations d'une puissance supérieure ou égale à 100 kW et les agrandissements d'une puissance supérieure à 100 kW sont considérés comme de grandes installations photovoltaïques. Sont considérées comme petites installations photovoltaïques les installations avec une puissance inférieure à 100 kW et les installations qui sont agrandies ou rénovées avec une puissance inférieure à 100 kW, même si leur puissance totale est égale ou supérieure à 100 kW après l'agrandissement ou la rénovation³. Sont également considérées comme petites installations les installations où l'exploitant d'une grande installation renonce à la rétribution de la contribution liée à la puissance pour la puissance supérieure à 100 kW⁴.

2.2.2. Taille minimale pour le versement d'une rétribution unique

Pour pouvoir obtenir une subvention, l'installation photovoltaïque doit avoir une puissance d'au moins 2 kW.

2.3. Puissance de l'onduleur

Pour déterminer la puissance nominale côté courant alternatif, on se base sur la puissance nominale AC de l'onduleur indiquée sur sa fiche technique. Cette valeur de puissance est notamment déterminante pour définir si une mesure nette est nécessaire ou si l'obligation d'enregistrement est remplie.

Dans le cas d'onduleurs à puissance limitée, la puissance AC limitée doit être certifiée et indiquée dans la certification.

2.4. Regroupement de plusieurs installations

Si différentes parties d'une installation photovoltaïque ont été enregistrées sous forme de plusieurs projets indépendants dans le système des garanties d'origine et que, selon la définition de l'installation, elles sont collectivement considérées comme une seule installation, elles peuvent être regroupées en un seul projet sur demande de l'exploitant de l'installation. La procédure à suivre doit être clarifiée au préalable avec Pronovo. Elle se déroule en général de la manière suivante :

- Pronovo clarifie la date du changement avec l'exploitant du point de mesure responsable et le cas échéant, avec le groupe-bilan pour les énergies renouvelables.
- L'exploitant du point de mesure met en œuvre le regroupement en accord avec l'exploitant de l'installation à la date de référence physique. Pronovo enregistre l'installation regroupée en tant qu'installation avec un ou plusieurs agrandissements. Pronovo peut demander une certification « Changement de la disposition des compteurs » à cette fin. Pour les installations dans le SRI, un taux de rétribution combiné s'applique. Pour les installations RU, la contribution de base, si l'installation est qualifiée pour en recevoir une, n'est versée qu'une seule fois pour l'ensemble de l'installation. La contribution liée à la puissance se calcule sur la base de la puissance totale.

² cf. art. 13 al. 1 OEnE

³ cf. art. 7 al. 1 et 2 OEnER

⁴ cf. art. 7 al. 3 OEnER

- Pronovo confirme le regroupement et demande le remboursement des rétributions versées en trop (de la contribution de base notamment), le cas échéant.

Les installations comportant différentes catégories⁵ devaient être annoncées comme des installations séparées jusqu'au 31 décembre 2013. Il n'était ainsi pas possible de saisir un agrandissement « intégré » d'une installation de base « ajoutée » dans le système GO et il fallait donc l'annoncer séparément. Il en allait de même si une installation comportait des champs de modules ajoutés et intégrés dès sa construction, par exemple.

Pronovo peut également exiger un regroupement si elle constate qu'une demande de subvention comme nouveau projet a été déposée de manière erronée pour l'agrandissement d'une installation existante.

2.5. Accord des propriétaires fonciers

Si l'ayant droit est en même temps propriétaire du terrain sur lequel se trouve l'installation, aucun accord n'est requis. Dans le cas de terrains dont plusieurs personnes sont copropriétaires ou entièrement propriétaires, aucun accord des autres propriétaires n'est requis.

Un ou une titulaire de servitude n'est pas non plus tenu de soumettre un accord supplémentaire de la ou du propriétaire de l'immeuble grevé.

Si le terrain appartient à un tiers, son accord est requis dans tous les cas.

Si l'installation appartient à une entreprise et le terrain à une personne qui est en lien avec cette entreprise, l'accord de cette personne est également requis.

Exemple : si l'entreprise Meier SA de Mme. Meier construit une installation PV sur le terrain de cette dernière, elle doit lui fournir son accord par écrit. La même règle s'applique dans le cas inverse, si le terrain appartient à la SA et l'installation PV à un particulier.

Si la communauté de propriété par étages (PPE) se charge de l'annonce, elle n'a pas besoin de l'accord de ses différents membres pour la demande de rétribution. Dans ce cas-là également, l'information des membres de la PPE relève de la responsabilité de la personne qui annonce l'installation pour la rétribution.

Si une installation est annoncée au nom de différents membres de la PPE, et non au nom de cette dernière, Pronovo demande en général la preuve de l'accord des autres copropriétaires. Une décision de l'assemblée de la PPE peut également constituer une preuve, par exemple.

En revanche, si une installation est construite en tant que partie d'une seule unité d'étage (p.ex. une installation isolée dans le jardin d'un appartement au rez-de-chaussée), elle doit être annoncée par ces personnes et un extrait du registre foncier relatif à cette unité doit être remis. L'accord des autres copropriétaires d'étages n'est pas nécessaire pour la demande de rétribution.

2.6. Agrandissements d'installations SRI mesurés séparément

Depuis le 1^{er} janvier 2018, un tarif mixte s'applique aux agrandissements d'installations SRI. Le taux de rétribution pour l'agrandissement ou la rénovation s'élève à 0 ct./kWh. En revanche, le taux de rétribution de l'« installation de base » reste inchangé si l'« agrandissement ultérieur » est mesuré séparément. Les agrandissements d'installations SRI mis en service entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2022 et ayant fait l'objet de mesures séparées dès leur mise en service peuvent bénéficier d'une RU.

⁵ voir chapitre 6

L'agrandissement doit être mesuré séparément de l'installation de base SRI concernée. Si l'agrandissement mesuré séparément est mis en service avant le 1^{er} janvier 2023 et qu'il présente avec l'installation de base une puissance supérieure à 30 kVA, la production nette doit également être mesurée et il s'applique l'obligation d'enregistrement⁶.

L'énergie produite par un agrandissement peut être utilisée pour la consommation propre. L'excédent peut être vendu sur le marché libre, bien que les entreprises d'approvisionnement en énergie locales soient tenues à une obligation d'achat et de rétribution⁷. Il est possible d'établir des GO pour l'excédent provenant d'un agrandissement mesuré séparément. Ces agrandissements doivent être signalés à Pronovo dans tous les cas, étant donné qu'ils représentent une modification de l'installation existante.

Les « agrandissements » d'installations SRI mis en service à partir du 1^{er} janvier 2023 et mesurés séparément sont considérés comme des installations autonomes en raison de la définition de l'installation en vigueur depuis cette date (annexe 1.2, chiffre 1, OEnER) et ne sont donc plus des agrandissements d'installations SRI à proprement parler. Ces installations peuvent également faire l'objet d'une demande de RU.

2.7. Installations en îlotage et installations Plug-and-Play

Il est possible de subventionner par une RU les installations qui ne sont pas raccordées directement ou indirectement au réseau public, nommées installations autonomes, dès lors que les conditions restantes sont réunies. Il ne doit pas s'agir d'une installation mobile. Ces installations se trouvent par exemple sur des cabanes du CAS ou des maisons de vacances, qui sont entièrement isolées du réseau public en raison de leur emplacement. Les installations PV, qui ont une liaison temporaire au réseau électrique par le biais d'un commutateur (exploitation du réseau / marche en îlotage), ne sont pas considérées comme entièrement isolées. Les installations dans les réseaux de faible envergure ne sont pas considérées comme des installations autonomes.

Dans la mesure où elles sont montées de manière fixe et où elles présentent une puissance d'au moins 2kW, les installations Plug-and-Play peuvent être rétribuées.

2.8. Angle d'inclinaison et orientation

L'angle d'inclinaison désigne l'angle entre l'axe horizontal et les modules de l'installation photovoltaïque. L'angle peut être compris entre 0 et 90°.

L'orientation décrit l'orientation des modules photovoltaïques. Elle doit être définie conformément à l'aperçu suivant. La définition doit être chaque fois donnée en toutes lettres (par ex. Sud-Ouest).

⁶ cf. chapitre 3.2 du [Guide relatif à la certification de données d'installations et de production](#)

⁷ Art. 15 LEne

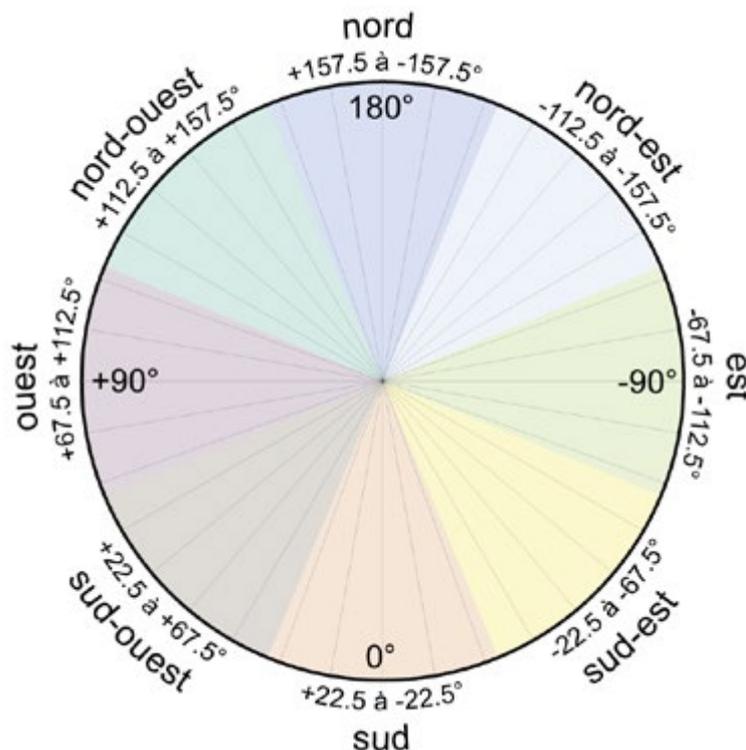


Illustration 3: directions

Les autres possibilités sont les suivantes :

- système de suivi
- installer sans inclinaison (disposé à plat sur le sol plat ou sur le toit)
- autres (pour toutes les autres constructions qui ne sont pas couvertes par la description ci-dessus)

Si une installation se compose de plusieurs parties avec divers angles d'inclinaison ou une orientation différente, chaque partie de l'installation doit être enregistrée séparément et mentionnée distinctement lors de la certification.

3. Procédure de demande et de vente aux enchères

La demande de rétribution unique ou l'offre pour la participation à une vente aux enchères doit être soumise à Pronovo avec toutes les informations et documents (voir [chapitre 3.1.](#), [chapitre 3.2.](#) ou [chapitre 3.3.](#)). Il est de la responsabilité du requérant de fournir les documents nécessaires au traitement de la demande.

Toutes les demandes ou offres doivent être accompagnées d'un extrait du registre foncier concernant le terrain ou d'un document équivalent permettant une identification sans équivoque du terrain et de la propriété foncière sur lesquels l'installation est réalisée. Dans la mesure où l'ayant droit de l'installation diffère de l'ayant droit du terrain (propriétaire foncier, titulaire d'un droit de superficie ou autre propriétaire du fonds dominant), il est en outre nécessaire d'avoir l'accord correspondant (voir [chapitre 2.5.](#)).

Lorsqu'elle est complète, elle est traitée par Pronovo. Vous trouverez les informations pertinentes pour les installations participant au [SRI](#) à partir du [chapitre 7.](#)

3.1. Demande de PRU (installations d'une puissance inférieure à 100 kW)

La demande de PRU ne peut être déposée qu'après la mise en service d'une installation. Elle doit être déposée via le portail clients de Pronovo.

Pour cela, en plus des documents déjà mentionnés dans l'introduction, les documents suivants doivent être enregistrés dans le portail clients :

- les données de l'installation certifiées (certification) conformément au [chapitre 5](#)
- pour les installations intégrées (cf. art. 6 OEnER):
 - des photos montrant le générateur d'électricité solaire pendant la construction et après son achèvement doivent être fournies avec l'avis de mise en service (certification) et,
 - ces photos doivent montrer clairement qu'il s'agit d'une installation intégrée, par exemple des photos des bordures et de la surface totale,
- le procès-verbal de reprise avec descriptif technique détaillé ou le rapport de sécurité (RS), y compris le procès-verbal de mesure et d'essai.

3.2. Demande de GRU (installations d'une puissance égale ou supérieure à 100 kW)

La demande de GRU peut être déposée avant que l'installation ne soit réalisée. Lorsque les conditions d'octroi sont vraisemblablement remplies et que des moyens sont disponibles en suffisance, Pronovo garantit la rétribution unique dans son principe par voie de décision. L'installation doit être mise en service à l'endroit indiqué dans la demande dans les douze mois suivant la garantie de la GRU⁸. Si l'installation remplit les conditions d'octroi également après la mise en service, Pronovo fixe le montant définitif de la rétribution unique après réception de l'avis complet de mise en service, sur la base des données certifiées de l'installation.

Une demande de GRU peut aussi être déposée après la réalisation. Dans ces cas, la procédure de demande est identique à la procédure PRU.

Après la mise en service de l'installation, les documents suivants doivent être enregistrés dans le portail clients :

- les données de l'installation certifiées (certification) conformément au [chapitre 5](#)
- pour les installations intégrées (cf. art. 6 OEnER):
 - des photos montrant le générateur d'électricité solaire pendant la construction et après son achèvement doivent être fournies avec l'avis de mise en service (certification) et,
 - ces photos doivent montrer clairement qu'il s'agit d'une installation intégrée, par exemple des photos des bordures et de la surface totale art. 6 OEnER,
- le procès-verbal de reprise avec descriptif technique détaillé ou le rapport de sécurité (RS), y compris le procès-verbal de mesure et d'essai
- les modifications éventuelles par rapport aux données figurant dans la demande
- pour les installations pour lesquelles le bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement est demandé : des photos montrant qu'il s'agit d'une installation construite sur des aires de stationnement permanentes, jusqu'à présent non couvertes.

⁸ Un délai de 6 ans s'applique si la mise en place de l'installation implique un changement des bases en matière d'aménagement du territoire (art 45 al. 1 let b de l'OEnER)

3.3. Demande de RUE (installations sans consommation propre d'une puissance inférieure à 150 kW)

Pour les installations photovoltaïques sans consommation propre d'une puissance inférieure à 150 kW, la procédure de demande de [RUE](#) est la même que pour la [PRU](#) ou la [GRU](#).

3.4. Offres pour RUE et PMF (installations sans consommation propre d'une puissance supérieure ou égale à 150 kW)

Pour les installations sans consommation propre d'une puissance supérieure ou égale à 150 kW, le montant de la rétribution est déterminé au moyen d'enchères. Les exploitants de ces installations peuvent choisir entre une [RUE](#) (voir [chapitre 10](#)) et une prime de marché flottante (voir [chapitre 11](#)). La soumission d'une offre pour l'une ou l'autre des enchères entraîne automatiquement l'exercice du droit d'option (art. 8, al. 1, let. b, [OEneR](#)).

4. Consommation propre

Les producteurs d'électricité ont le droit de consommer l'électricité qu'ils ont eux-mêmes produite sur le site, y compris ceux qui participent à la [SRI](#) ou qui bénéficient de la rétribution unique⁹. Cela ne s'applique pas aux installations photovoltaïques pour lesquelles une [RUE](#) ou une [PMF](#) est demandée.

4.1. Installation photovoltaïque avec consommation propre

L'énergie produite par une installation bénéficiant de la [PRU](#) ou de la [GRU](#) peut être utilisée pour la consommation propre. La rétribution unique se base exclusivement sur la puissance totale installée et n'est pas influencée par une éventuelle consommation propre.

4.2. Installations photovoltaïques sans consommation propre

Les installations encouragées au moyen d'une [RUE](#) ou d'une [PMF](#) ne sont pas autorisées à faire de consommation propre, car ces installations peuvent bénéficier d'une subvention plus élevée. Ces installations sont tenues de fournir une alimentation nette pendant les 20 premières années d'exploitation (cf. art. 30a^{septies}, al. 1, et art. 33, al. 3, [OEneR](#)). Si une telle installation est convertie à la consommation propre avant la fin des 20 premières années d'exploitation, la rétribution perçue sera remboursée au prorata en cas d'encouragement par la [RUE](#). Pour les installations qui participent au système de prime de marché flottante, le droit à la prime de marché flottante est supprimé (cf. art. 30^{ater} [OEneR](#)).

La condition de base pour qu'une installation puisse bénéficier d'une prime [RUE](#) ou d'une prime de marché flottante est qu'il n'y ait pas de consommation propre. Les accumulateurs ne peuvent être utilisés que s'il est garanti qu'il n'y a pas de consommation propre et que toute l'électricité stockée temporairement est injectée dans le réseau.

4.3. Installations SRI

La consommation propre est possible pour les installations bénéficiant du [SRI](#). L'énergie autoconsommée n'a toutefois pas droit à la rétribution.

4.4. Regroupement dans le cadre de la consommation propre (RCP)

Vous trouvez les informations relatives au [RCP](#) dans la directive « Partie générale »¹⁰ et dans le guide relatif à la certification¹¹.

⁹ Directive relative à l'Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables (OEneR), partie générale, Chap. 2.2

¹⁰ Directive relative à l'Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables (OEneR), partie générale

¹¹ Guide relatif à la certification de données d'installations et de production

5. Certification

Les principes définis dans le guide relatif à la certification¹² et la directive « Partie générale »¹³ s'appliquent à la certification.

Si des onduleurs d'une installation PV sont remplacés, il est possible d'en informer Pronovo par e-mail ou par courrier. Si la puissance de l'onduleur est désormais supérieure à 30 kVA, l'installation doit désormais présenter une mesure nette. Elle doit être communiquée à Pronovo au moyen du formulaire « Certification de modification de la disposition des compteurs ». Il n'est pas nécessaire de procéder à une nouvelle certification de l'ensemble de l'installation.

5.1. Ajout des photos pour les installations intégrées

Si une certification est soumise pour une installation de la catégorie « Installation ajoutée », il faut également joindre à cette demande des photos qui respectent les critères suivants¹² :

- photos couleur en haute résolution ;
- bordures doivent être visibles ;
- générateurs d'électricité solaires pendant et après la construction doivent être montrés. Les photos peuvent également être prises par la suite. Dans ce cas, il faut retirer un ou plusieurs modules afin que la construction sous-jacente soit parfaitement visible ;
- parties importantes de l'installation ne doivent pas être cachées par de la neige, des arbres, etc. ;
- les photos doivent documenter l'installation et montrer les modules à une distance appropriée ;
- Pronovo peut définir d'autres exigences selon les cas.

5.2. Ajout de photos pour les installations pour lesquelles le bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement est demandé

Si un bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement est demandé pour une installation, cette demande doit en outre être accompagnée de photos répondant aux critères suivants :

- des photos doivent être jointes montrant qu'il s'agit d'une installation construite sur des aires de stationnement permanentes, jusqu'à présent non couvertes
- selon les cas, d'autres exigences peuvent être imposées par Pronovo.

6. Catégories d'installations

Les installations photovoltaïques sont classées en installations intégrées et les installations ajoutées ou isolées¹⁴. Cette classification peut avoir des conséquences sur la rétribution pour les installations PV.

6.1. Installations ajoutées et isolées

Une installation PV est considérée comme ajoutée lorsqu'elle ne constitue pas un élément constructif d'un bâtiment, c'est-à-dire qu'elle n'assume pas une fonction typique de bâtiment¹⁵.

En revanche, les installations isolées n'utilisent pas de structures de bâtiments pour leur construction.

¹² Guide relatif à la certification de données d'installations et de production

¹³ Directive relative à l'Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables (OEneR), partie générale

¹⁴ Art. 6 OEneR

¹⁵ Cf. SN EN 50583-1 « Photovoltaïque dans le bâtiment »

6.2. Installations intégrées

Pour être considérée comme une installation intégrée, une installation PV doit être intégrée dans un bâtiment et également remplir une double fonction, c'est-à-dire servir de protection contre les intempéries, d'isolation thermique ou de dispositif antichute en plus de produire de l'énergie¹⁶.

6.2.1. Critère d'intégration au bâtiment

Tout d'abord, Pronovo vérifie si l'installation est intégrée au bâtiment. C'est notamment le cas si la couverture d'un toit existant a été retirée (p. ex. toit en tuiles, en Eternit ou en tôle). Si l'installation est installée sur un toit existant, l'installation ne peut pas être considérée comme intégrée au bâtiment. Il en va de même si la couverture du toit est retirée, mais immédiatement remplacée par une nouvelle couverture. L'étanchéité du toit sous-jacent ne joue aucun rôle.

Le déplacement de couvertures en gravier et l'installation de constructions modulaires sans lien fixe avec le bâtiment sont également considérés comme non intégrés.

Les constructions qui donnent seulement l'impression d'être intégrées (par ex. par de grands encadrements de ferblanterie ou de larges bordures) ne sont pas considérées comme intégrées. L'utilisation d'un produit spécifique adapté aux installations PV intégrées n'est pas déterminante pour la qualification d'installation intégrée.

Les carports et autres abris en construction massive (béton, maçonnerie, bois massif) doivent être considérés comme des bâtiments. Les constructions réalisées en ossature (aluminium, acier, poteaux en bois) qui sont ouvertes à 50 % ou plus ne remplissent pas la qualité de bâtiment.

6.2.2. Critère de la double fonction

Le critère de la double fonction est respecté si la fonction initiale de la construction n'est plus remplie en cas de démontage d'un module, de sorte qu'il est impératif de le remplacer.

Le respect des exigences constructives de l'enveloppe extérieure du bâtiment, telles que la résistance à la grêle ou la conformité aux réglementations de protection contre l'incendie, n'est pas considéré comme une double fonction.

Les solutions suivantes peuvent être considérées en principe comme des systèmes intégrés :

- toit de protection contre les intempéries : systèmes de tuiles solaires, systèmes d'éclairage zénithal semi-transparents avec fonction PV ; membranes solaires et sols solaires spéciaux sur les toits plats. Il existe également des systèmes qui permettent d'intégrer les modules PV classiques.
- façade de protection contre les intempéries : systèmes de façades ventilées ; systèmes de fenêtres semi-transparents avec fonction PV ; intégration à la façade pour obscurcir.
- Isolation thermique : éléments PV isolés.
- Dispositifs antichute : garde-corps constitués de modules PV.

6.2.2.1. Toit de protection contre les intempéries

La protection contre les intempéries représente une exigence nécessaire à laquelle satisfait en général l'enveloppe du bâtiment, par exemple au moyen d'éléments disposant de la technologie appropriée pendant leur durée de vie conformément aux normes en vigueur pour les bâtiments. L'étanchéité constitue l'une des principales exigences. La couche étanche doit garantir que l'eau ne pénètre pas dans l'enveloppe du bâtiment. Le critère de l'étanchéité peut notamment être considéré comme étant respecté si les modules sont assemblés de manière étanche et ne laissent donc pas passer l'eau.

Dans le cas d'une installation PV intégrée à un toit incliné, les modules PV doivent en principe assurer l'étanchéité de celui-ci, comme une couverture de tuiles. Si des systèmes d'intégration des PV dans

¹⁶ Art. 6 al. 2 OEnE

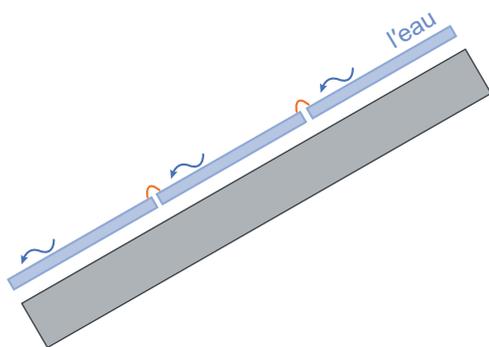
les toits dans lesquels l'étanchéité est réalisée en dessous de la surface des modules (au moyen d'éléments complémentaires comme des couches, des membranes, etc., qui sont réparties sur le toit avant le montage des modules), et non au-dessus, sont utilisés, elles ne sont pas considérées comme intégrées. Dans le cas de systèmes de fixation composés d'un châssis de montage, il est possible qu'une petite partie de l'eau s'écoule également entre les modules PV par le biais du système de montage lui-même, dans la mesure où la protection contre les intempéries n'est pas garantie en l'absence des modules PV. Les modules doivent alors être considérés comme évacuant l'eau à grande échelle, même si une petite quantité de cette dernière s'écoule entre les modules le long des châssis de montage.

Ce même critère de protection contre les intempéries s'applique aux installations PV intégrées aux toits plats. Les solutions BiPV¹⁷ (comme les membranes solaires ou les sols solaires) sont uniquement considérées comme intégrées si elles représentent la couche constructive primaire du toit plat qui remplit la condition d'étanchéité. L'étanchéité du toit plat ne doit plus être assurée si les modules PV sont retirés.

Les réalisations qui présentent uniquement l'aspect d'une intégration au moyen de l'ajout de gouttières ou d'ornements en métaux (aux arêtes du toit, par exemple) (afin de donner l'impression visuelle d'un système complètement intégré au toit) ne sont pas considérées comme des installations intégrées.

Les installations construites sur des toits existants ne sont pas considérées comme des installations intégrées (cf. [chapitre 6.1.](#)).

intégré :



ajouté :

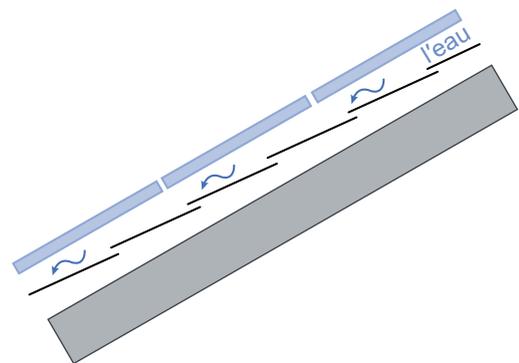


Illustration 4: catégorie d'installation intégrée et ajoutée

¹⁷ Building integrated photovoltaics

6.2.2.2. Façade de protection contre les intempéries

Les modules PV doivent remplacer la couche de protection externe des systèmes de façades. Les modules PV doivent faire partie intégrante du système de façade et il ne doit pas être possible de les retirer sans nuire à la qualité ou à la fonction primaire de l'enveloppe. Les modules PV qui sont simplement fixés sur un système de façade complet et fonctionnel ne sont par conséquent pas intégrés, étant donné que l'installation PV n'a pas de double fonction. Les systèmes de façades doivent remplir leur fonction de protection contre les intempéries, comme les toits. Dans certains cas, une distance de quelques millimètres entre les modules montés sur la façade peut être nécessaire. Les entrées d'eau dans les interstices sont toutefois minimales en raison de leur montage vertical et la double fonction (production d'énergie et protection contre les intempéries) est remplie.

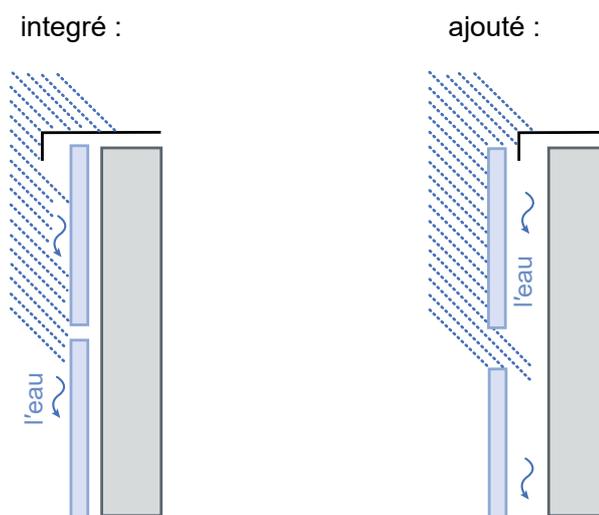


Illustration 5 : protection contre les intempéries

6.2.2.3. Isolation thermique

L'isolation thermique est définie comme la capacité d'une installation PV intégrée à un bâtiment, que ce soit à la façade ou au toit, à contribuer de manière déterminante à l'isolation de l'enveloppe du bâtiment. L'avis de mise en service doit présenter la construction de l'isolation thermique. La récupération de chaleur (pour sécher le foin ou à d'autres fins, par exemple) n'est pas considérée comme de l'isolation thermique.

6.2.2.4. Dispositifs antichute

Les dispositifs antichute sont les éléments d'un bâtiment qui assurent la sécurité des personnes dans celui-ci. Les modules PV doivent complètement remplacer d'autres éléments classiques (comme les garde-corps, par exemple) et ne doivent pas être montés ultérieurement sur des structures existantes. La double fonction est uniquement remplie si la sécurité physique des personnes n'est plus garantie lorsque les modules PV sont retirés.

7. Calcul du taux de rétribution SRI

7.1. Installation de base

La puissance de l'installation au moment de sa mise en service est déterminante pour le calcul du taux de rétribution. Toute augmentation ultérieure de la puissance est considérée comme un agrandissement. Il faut informer Pronovo de toute modification de la puissance installée des modules suite à leur remplacement, à un ajout ou à une suppression et l'installation doit être recertifiée (cf. chapitre 5).

La détermination du taux de rétribution se base toujours sur le droit en vigueur au moment de l'admission. Il est calculé selon l'annexe 1.2 de l'OEnER¹⁸. La rétribution de base est calculée au prorata en fonction des classes de puissance.

Exemple de calcul du taux de rétribution (mise en service le 10 août 2015, admission dans le SRI le 1^{er} juillet 2019) d'une installation d'une puissance de 312 kW :

	100 kW	*	16,0 ct./kWh	=	1600,0
+	212 kW	*	15,0 ct./kWh	=	3180,0
∑ (tous)				=	4780,0
÷	312 kW			=	15,3 ct./kWh

Tableau 2: exemple de calcul du taux de rétribution SRI

7.2. Agrandissements

Le taux de rétribution pour l'agrandissement d'une installation SRI est calculé selon le droit en vigueur à la date de celui-ci. Un taux de rétribution combiné est calculé à partir de ce taux et du taux de rétribution de l'installation de base. Cette règle s'applique à tous les agrandissements :

$$T_{\text{Combiné}} = \frac{\sum_{i=1}^n T_i * P_i}{\sum_{i=1}^n P_i} = \frac{T_1 * P_1 + T_2 * P_2 + \dots + T_n * P_n}{P_{\text{tot}}}$$

$T_{\text{Combiné}}$	Taux de rétribution combiné
T_i	Taux de rétribution d'une partie de l'installation i
P_i	Puissance d'une partie de l'installation i

7.2.1. Agrandissements ultérieurs

Si une installation participant déjà au SRI est agrandie et qu'il n'est pas garanti que l'électricité produite par la partie agrandie ou rénovée de l'installation figure dans le décompte de l'électricité produite par l'installation initiale dans le cadre du SRI, le taux de rétribution est recalculé sur la base d'un tarif mixte. Depuis le 1^{er} janvier 2018, le taux de rétribution pour l'agrandissement ou la rénovation s'élève à 0 ct./kWh. Si l'installation du chapitre 7.1. a été agrandie de 150 kW le 5 août 2019, son taux de rétribution est modifié de la manière suivante :

	312 kW	*	15,3 ct./kWh	=	4773,6
+	150 kW	*	0,0 ct./kWh	=	0,0
∑ (tous)				=	4773,6
÷	462 kW			=	10,3 ct./kWh

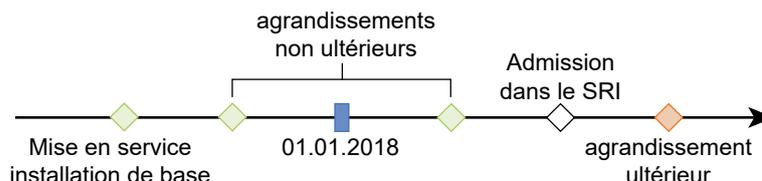
Tableau 3: exemple de calcul du taux de rétribution SRI en cas d'agrandissement ultérieur

¹⁸ Ou conformément à l'annexe 1.2 de la version valide de l'aOEnE à la date de décision définitive (admission à la RPC avant 2018). Cf. les dispositions transitoires de l'annexe 1.2 ch. 5.1 de l'OEnER.

7.2.2. Agrandissements non ultérieurs

Les agrandissements non ultérieurs au sens de l'art. 28 OEnER sont des agrandissements d'installations SRI qui ont été mises en service avant l'intégration de l'installation de base dans le SRI.

Les points suivants s'appliquent aux installations admises après le 31 décembre 2017 dans le SRI: si l'agrandissement a été mis en service avant le 1^{er} janvier 2013, les taux de rétribution selon l'Ordonnance sur l'énergie (aOEnE) du 7 décembre 1998 (version en vigueur au 1^{er} janvier 2017) s'appliquent¹⁹.



Si l'agrandissement a été mis en service après le 1^{er} janvier 2013, les dispositions de l'OEnER au moment de l'admission dans le SRI s'appliquent aux taux de rétribution.

Si un agrandissement est mis en service avant l'intégration dans le SRI²⁰ de l'installation de base, le taux de rétribution combiné par exemple se compose comme suit:

Installation de base : Mise en service : 16 décembre 2015; puissance : 52 kW → 14,8 ct./kWh

Agrandissement : Mise en service : 22 mai 2018; puissance : 76 kW → 11,0 ct./kWh

Le taux de rétribution combiné est alors le suivant:

	52 kW	*	14,8 ct./kWh	=	796,6
+	76 kW	*	11,0 ct./kWh	=	836,0
Σ (tous)				=	1605,6
+			128 kW	=	12,5 ct./kWh

Tableau 4: exemple de calcul du taux de rétribution SRI en cas d'agrandissement non ultérieur

8. Calcul de la RU

Le montant de la rétribution unique dépend notamment de la date de mise en service, de la catégorie de l'installation et de la puissance de l'installation.

Celle-ci se compose d'une contribution de base et d'une contribution liée la puissance par kW de puissance installée²¹. La contribution de base étant de CHF 0 depuis le 1^{er} avril 2024. La partie liée à la puissance est à son tour calculée au prorata sur la base des classes de puissance (cf. exemple ci-dessous).

Il est possible de déposer une demande de PRU pour les installations d'une puissance inférieure à 100kW. Un taux différent est prévu pour fixer la rétribution unique en fonction de la catégorie (installation ajoutée, isolée ou intégrée).

Il est possible de déposer une demande de GRU pour les installations d'une puissance supérieure ou égale à 100kW qui ont été mises en service après le 1^{er} janvier 2013. Les installations intégrées mises en service à partir du 1^{er} janvier 2013 et avant le 1^{er} avril 2025 reçoivent pour la puissance totale de l'installation uniquement le taux de rétribution pour les installations ajoutées (pas de distinction entre ajouté et intégré).

¹⁹ Annexe 1.2 ch. 5.1 de l'OEnER

²⁰ Date de la notification définitive ou de la décision définitive

²¹ Art. 38, al. 1 OEnER

Pour les installations GRU mises en service à partir du 1^{er} avril 2025, une approche différente est prévue selon la catégorie (ajoutée ou intégrée).

Les installations photovoltaïques mises en service à partir du 1^{er} janvier 2023 et qui sont exploitées sans consommation propre, donc dont la totalité de la production nette est injectée dans le réseau public, peuvent être encouragées par une RUE (voir chapitre 3.3.).

8.1. Renonciation à la rétribution de la contribution liée à la puissance pour les installations bénéficiant de la GRU

Il est également possible de déposer une demande de PRU pour une installation avec une puissance supérieure ou égale à 100 kW si l'exploitant renonce à la rétribution de la contribution liée à la puissance pour la puissance égale ou supérieure à 100 kW²².

8.2. Agrandissements notables

Il y a agrandissement notable d'une installation RU si l'augmentation de puissance est d'au moins 2 kW et si l'agrandissement n'est pas mesuré séparément²³. Pour les agrandissements notables, une contribution liée à la puissance est accordée pour l'augmentation de la puissance, aucune contribution de base n'est versée. Le calcul de la rétribution est effectué séparément de celui de l'installation de base, il commence à nouveau dans la première classe de puissance avec une puissance de 0 kW. Les agrandissements notables d'installations RU ne reçoivent pas leurs propres désignations des points de mesure dans le portail clients. Les agrandissements RU utilisent les désignations des points de mesure de l'installation de base. En d'autres termes, la saisie des données énergétiques et l'établissement de GO sont attribués au numéro de projet de l'installation de base.

Exemple : agrandissement d'une installation ajoutée d'une puissance de 60 kW, mise en service le 6 février 2014 par une installation intégrée d'une puissance de 10 kW mise en service le 27 septembre 2019 :

Installation de base					CHF	1'400.00
	+	29,999 kW	* CHF 850.00		CHF	25'499.15
		30,001 kW	* CHF 650.00		CHF	19'500.65
Agrandissement						
	+	10,000 kW	* CHF 380.00	=	CHF	3'800.00
Σ (tous)					=	CHF 50'199.80

Tableau 5 : exemple de calcul du montant de la RU avec un agrandissement

Si une installation est mise en service par étapes pendant une courte période, il faut prouver (à l'aide d'un décompte des coûts de construction, par exemple) que les différentes étapes représentent des agrandissements distincts, c'est-à-dire qu'ils ont été planifiés et réalisés séparément.

²² Annexe 2.1, ch. 2 de l'OEneR

²³ art. 37 OEneR

9. Bonus

9.1. Bonus pour angle d'inclinaison

Pour les installations intégrées qui ont été mises en service à partir du 1^{er} janvier 2022 et qui présentent un angle d'inclinaison d'au moins 75°, un bonus pour angle d'inclinaison est accordé (cf. art. 38 al. 1^{bis} en lien avec l'art. 30c al. 2 let. a en lien avec l'annexe 2.1, ch. 2.7.1 [OEnER](#)).

Depuis le 1^{er} janvier 2023, un bonus d'angle d'inclinaison est également accordé pour les installations de la catégorie ajoutées et isolées (cf. art. 38, al. 1^{bis} en lien avec l'art. 30c, al. 2, let. b, en lien avec l'annexe 2.1, ch. 2.7.2 de l'[OEnER](#)).

9.2. Bonus pour la hauteur

Pour les installations dont la date de mise en service est postérieure au 1^{er} janvier 2023, dont la puissance est d'au moins 150 kW et qui sont situées à une altitude d'au moins 1'500 m, la contribution liée à la puissance est augmentée d'un bonus d'altitude (cf. art. 38, al. 1^{bis} en lien avec l'art. 30c, al. 2, let. c [OEnER](#)). D'autres conditions sont requises selon lesquelles l'installation doit être réalisée en dehors de la zone de construction et ne doit pas être ajoutée ni intégrée dans un bâtiment. Il convient d'en apporter la preuve au moyen de photos.

9.3. Bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement

Un bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement peut être accordé pour les grandes installations photovoltaïques (≥ 100 kW) installées sur des aires de stationnement permanentes, jusqu'à présent non couvertes (cf. art. 38, al. 1^{bis}, en lien avec l'art. 30c, al. 2, let. d et l'annexe 2.1, ch. 2.7.3 [OEnER](#)). Le mot « aire de stationnement » signifie que la surface est en principe destinée au stationnement des véhicules et qu'elle est de plain-pied.

Dans le cas d'installations construites en partie au-dessus d'une aire de stationnement et en partie en dehors, seule la partie située sur l'aire de stationnement peut bénéficier d'un bonus. Comme le bonus n'est accordé qu'aux grandes installations, la partie située sur l'aire de stationnement doit avoir une puissance d'au moins 100 kW.

La demande ou l'offre d'encouragement pour les installations pour lesquelles le bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement est sollicité doit être accompagnée de photos montrant qu'il s'agit d'une installation qui doit être construite sur une aire de stationnement permanente de plain-pied, non couverte jusqu'à présent.

10. Enchères pour la rétribution unique d'installations photovoltaïques sans consommation propre

Les installations photovoltaïques sans consommation propre avec une puissance de l'installation installée supérieure à 150 kW peuvent participer aux enchères [PV](#) pour l'encouragement par la rétribution unique. Pour ces installations, il existe aussi la possibilité de participer aux enchères pour une prime de marché flottante (voir chiffre 10). L'Office fédéral de l'énergie ([OFEN](#)) définit le créneau horaire, le volume des enchères et la valeur maximale d'offre d'une enchère. Pronovo publie les conditions d'enchères correspondantes (cf. art. 46a en lien avec l'art. 30c^{bis} et l'art. 30c^{ter} [OEnER](#)).

Les offres peuvent être soumises pendant 14 jours calendaires. Avant ce « créneau d'enchère », les offres, y compris les formulaires éventuellement nécessaires (« Formulaire de procuration », « Accord du propriétaire foncier » et Déclaration de cession) peuvent être préenregistrés sur le portail clients.

10.1. Conditions de participation

Les conditions préalables suivantes doivent être remplies :

- La puissance d'installation doit être au moins de 150 kW.
- L'installation doit être exploitée pendant au moins 20 ans sans aucune consommation propre. Le courant produit doit être injecté intégralement dans le réseau.
- La construction de l'installation PV ne doit commencer qu'après l'octroi de l'adjudication. Le délai de réalisation est de 24 mois à partir de l'entrée en vigueur de l'adjudication. Cela signifie que les permis juridiquement valables devraient – si nécessaire – être disponibles dans l'idéal lors de la soumission de l'offre et que les conditions préalables pour l'établissement de l'installation être clarifiées. Les autres conditions préalables à la construction de l'installation PV, y compris les conditions techniques et les délais de livraison (p. ex. transformateur), doivent également être clarifiées.
- Une seule offre peut être remise par terrain et vente aux enchères.
- Pour chaque tour d'enchères, une seule offre par terrain peut être soumise pour une variante d'enchères (rétribution unique ou prime de marché flottante).
- Avant de soumettre une offre, il faut payer les frais de participation de CHF 300.

10.2. Procédure d'enchères

Pronovo publie les conditions de la vente aux enchères, y compris les informations et documents à fournir avec l'offre, dans l'appel d'offres. Les exigences pour une offre complète correspondront probablement aux exigences pour une demande complète de GRU (voir [chapitre 3.2](#)). De plus, il faut toutefois indiquer le prix proposé en francs par kW de puissance.

Après l'expiration du délai de soumission des offres, Pronovo vérifie que les offres reçues sont complètes et correctes. Il ne sera pas donné suite aux offres incomplètes ou aux offres présentant des vices de forme (p. ex. signatures manquantes sur les procurations, etc.) ainsi qu'aux offres pour lesquelles les frais de participation n'ont pas été versés. Une nouvelle soumission de ces offres est possible au plus tôt lors du prochain tour d'enchères, moyennant un nouveau paiement des frais de participation de CHF 300.

Si la puissance totale des offres satisfaisant aux critères de participation est inférieure au volume mis aux enchères, le volume d'origine mis aux enchères sera alors abaissé ultérieurement et automatiquement à 90% de la puissance proposée en vigueur.

10.3. Frais de participation, adjudication et réalisation de l'installation pour laquelle l'adjudication est octroyée à partir du 1^{er} janvier 2025

Toute personne qui fait une offre lors d'un tour d'enchères doit payer des frais de participation d'un montant de CHF 300 pendant la période d'enchère. Ces frais ne sont en aucun cas remboursés.

Les offres les plus avantageuses qui trouvent place dans le volume d'enchères annoncé sont retenues. Dès que l'adjudication entre en force, le délai de réalisation de 24 mois commence à courir (cf. art. 46d, al. 1, [OEnER](#)). La mise en service doit être annoncée à Pronovo au plus tard trois mois après la mise en service.

Si une offre n'est pas mise en service après l'adjudication, toute participation à des enchères pour la rétribution unique ou la prime de marché flottante pour les installations photovoltaïques sur le même terrain est exclue pendant 5 ans à compter de l'entrée en force de l'adjudication.

La rétribution unique équivaut, au maximum, à la puissance de l'installation indiquée en kW multipliée par l'offre en CHF/kW. Elle est versée au plus tard trois mois après l'avis de mise en service de l'installation.

Si l'installation est réalisée avec une puissance supérieure à celle indiquée dans l'offre, le montant de la subvention n'augmente pas. Si la puissance de l'installation est inférieure à celle indiquée dans l'offre, la rétribution unique n'est versée que pour la puissance effectivement installée (art. 46e, al. 2 et 3, OEnER).

Si les installations remplissent les conditions d'octroi de bonus (bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement, bonus d'angle d'inclinaison, bonus d'altitude), ceux-ci sont versés en plus du taux offert. Les bonus ne font pas partie des offres d'enchères.

10.4. Dépôt de garantie et réalisation pour les installations ayant obtenu l'octroi jusqu'au 31 décembre 2024

Les tours d'enchères organisés jusqu'à fin 2024 sont régis par le droit en vigueur jusqu'à cette date. Les participants ayant présenté les offres les plus avantageuses et ayant trouvé place dans le volume d'enchères annoncé ont été invités à déposer un dépôt de garantie. Le dépôt de garantie s'élevait à 10 % de ce que représenterait la rétribution unique pour la puissance totale sur laquelle ils ont fait une offre. Si ce dépôt de garantie a été déposé dans les délais, soit dans les 21 jours calendaires suivant la demande de paiement, l'offre a été retenue. Dès que l'adjudication entre en force, le délai de réalisation de 24 mois commence à courir. (cf. art. 46d alinéa 1 OEnER).

Le dépôt de garantie est remboursé en même temps que la rétribution unique, pour autant qu'il ne soit pas retenu en tout ou partie sur la base de l'art. 46e ou 46f de la version de l'OEnER en vigueur fin 2024 (art. 46g, al. 2, aOEnER).

Conformément à l'art. 46f, al. 3 aOEnER, Pronovo peut retenir, à titre de sanction, tout ou partie du dépôt de garantie en faveur du fonds alimenté par le supplément si l'avis de mise en service n'est pas envoyé au plus tard trois mois après la mise en service. Selon le rapport explicatif relatif à la révision de l'ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables (novembre 2022), il est précisé, concernant l'art. 46f, al. 3 aOEnER, que cette possibilité de retenir tout ou partie du dépôt de garantie à partir du quatrième mois suivant la mise en service de l'installation « vise à mettre en évidence l'importance de respecter également le délai d'avis de mise en service » (page 14 du rapport explicatif). Par conséquent, si l'avis de mise en service n'est pas communiqué dans les délais, Pronovo retiendra 5% du dépôt de garantie par mois complet, à partir du 4e mois suivant la mise en service et jusqu'à l'avis de mise en service, au profit du fonds alimenté par le supplément.

Exemple : un exploitant d'installation annonce une installation d'une puissance de 350 kW et propose 400 CHF/kW. Le dépôt de garantie se calcule alors comme suit :

a) Calcul de la rétribution unique maximale ainsi que du dépôt de garantie

Le versement correspond au maximum à la puissance de l'installation indiquée en kW multipliée par l'offre en CHF/kW. Il a lieu après l'annonce de la mise en service de l'installation.

Rétribution unique maximale							
350	kW	*	400.00	CHF/kW	=	CHF	140'000
Dépôt de garantie dû							
10	%	*	140'000	CHF	=	CHF	14'000

Si l'installation est réalisée avec la puissance proposée, l'exploitant d'installation perçoit la rétribution unique et le dépôt de garantie lui est remboursé.

b) Réalisation avec une puissance jusqu'à 10% inférieure à celle indiquée dans l'offre

Si après la mise en service, la puissance est jusqu'à 10% inférieure à celle indiquée dans l'offre, la rétribution unique définitive est réduite en conséquence.

Puissance de l'installation indiquée : 350kW

Puissance de l'installation réalisée : 320kW

Rétribution unique définitive

$$320 \text{ kW} * 400.00 \text{ CHF/kW} = \text{CHF } 128'000$$

Le dépôt de garantie est également remboursé intégralement.

c) Réalisation avec une puissance inférieure de plus de 10% à celle indiquée dans l'offre

Si toutefois la puissance de l'installation est inférieure après la mise en service de plus de 10% à celle indiquée dans l'offre, le dépôt de garantie est retenu proportionnellement.

Puissance de l'installation indiquée : 350kW

Puissance de l'installation réalisée : 300kW

Rétribution unique définitive

$$300 \text{ kW} * 400.00 \text{ CHF/kW} = \text{CHF } 120'000$$

Dépôt de garantie remboursé

$$300 \div 350 * 14'000 \text{ CHF} = \text{CHF } 12'000$$

Seulement CHF 12'000 seront remboursés sur le dépôt de garantie (dans cet exemple CHF 14'000). La différence de CHF 2'000 est conservée au profit du fonds de supplément de réseau.

d) Réalisation avec une puissance supérieure à celle indiquée dans l'offre

Si l'installation est réalisée avec une puissance supérieure à celle indiquée dans l'offre, le montant de la rétribution n'augmente pas. Dans l'exemple ci-dessus, la rétribution unique définitive s'élèverait au maximum à CHF 140'000.

Le dépôt de garantie est intégralement remboursé dans ce cas.

10.5. Versement de bonus pour les les installations situées sur des aires de stationnement, d'angle d'inclinaison et d'altitude

Si les conditions de l'art. 30c, al. 2, [OEnER](#) sont remplies, un bonus d'angle d'inclinaison, un bonus d'altitude et un bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement en CHF/kW sont accordés en plus du taux indiqué dans l'offre (cf. art. 38a, al. 4, en lien avec l'art. 30c, al. 2, [OEnER](#); art. 38a, al. 5, en lien avec l'annexe 2.1, ch. 2.7 [OEnER](#))

10.6. Remboursement en cas de démantèlement anticipé

En cas de démantèlement d'une installation subventionnée par une [RUE](#) avant la fin de l'obligation d'exploitation de 20 ans, les mêmes règles s'appliquent que pour le démantèlement d'une installation [RU](#) conventionnelle (voir chapitre 12.2.1).

11. Enchères PV pour la prime de marché flottante

La construction de nouvelles installations photovoltaïques, l'agrandissement notable ou la rénovation notable d'installations sans consommation propre d'une puissance supérieure ou égale à 150 kW peut donner droit à une prime de marché flottante (art. 29a, al. 1, let. c, [LEne](#)). Dans le modèle de la prime de marché flottante, l'encouragement est déterminé en fonction de l'électricité injectée dans le réseau, qui est rémunérée en centimes par kWh sur une durée fixe de 20 ans. La prime de marché flottante est fixée par le biais d'enchères.

Sont considérées comme nouvelles installations celles qui sont mises en service après le 1^{er} janvier 2025 (art. 29a al. 2 [LEne](#)). La construction de l'installation ne doit pas commencer avant l'attribution de l'enchère.

Les exploitants d'installations qui ont droit à la fois à la participation au système de prime de marché flottante et à une rétribution unique peuvent choisir quel droit ils souhaitent faire valoir (art. 29b, al. 1, [LEne](#)). Ce droit d'option est automatiquement exercé lors de la soumission d'offres pour l'une ou l'autre des enchères et s'applique également aux autres rénovations ou agrandissements notables de cette installation (art. 8, al. 1, let. b, et al. 2, [OEneR](#)).

11.1. Conditions de participation

Les conditions de participation aux enchères pour la prime de marché flottante sont les mêmes que pour les enchères de la rétribution unique.

Les conditions suivantes doivent être remplies :

- La puissance de l'installation doit être d'au moins 150 kW.
- L'installation doit être exploitée pendant au moins 20 ans sans aucune consommation propre. La totalité de l'électricité produite doit être injectée dans le réseau.
- La construction de l'installation [PV](#) ne doit commencer qu'après l'attribution de l'enchère. Le délai de réalisation est de 24 mois à compter de l'entrée en force de la décision d'adjudication. Cela signifie que les permis de construire légalement valables – si nécessaires – sont dans l'idéal déjà disponibles lors de la soumission des offres. Les autres conditions préalables à la construction de l'installation [PV](#), y compris les conditions techniques et les délais de livraison (p. ex. transformateur), doivent également être clarifiées. Pour chaque terrain et chaque tour d'enchères, il n'est permis de faire qu'une seule offre.
- Pour chaque tour d'enchères, une seule offre par terrain peut être soumise pour une variante d'enchères (rétribution unique ou prime de marché flottante).
- Avant de soumettre une offre, il faut payer les frais de participation de CHF 300.

11.2. Procédure d'enchères

Pronovo publie les conditions de la vente aux enchères, y compris les informations et documents à fournir avec l'offre, dans l'appel d'offres. Les exigences pour une offre complète correspondront probablement aux exigences pour une demande complète de [GRU](#) (voir chapitre 3.2). De plus, il faut toutefois indiquer le prix proposé en centimes par kW de puissance.

Après l'expiration du délai de soumission des offres, Pronovo vérifie que les offres reçues sont complètes et correctes. Il ne sera pas donné suite aux offres incomplètes ou aux offres présentant des vices de forme (p. ex. signatures manquantes sur les procurations, etc.) ainsi qu'aux offres pour lesquelles les frais de participation n'ont pas été versés. Une nouvelle soumission est possible au plus tôt lors du tour d'enchères suivant.

Si la puissance totale des offres satisfaisant aux critères de participation est inférieure au volume mis aux enchères, le volume d'origine mis aux enchères sera alors abaissé ultérieurement et automatiquement à 90% de la puissance proposée en vigueur.

11.3. Frais de participation et réalisation de l'installation

Toute personne qui fait une offre lors d'un tour d'enchères doit payer des frais de participation d'un montant de CHF 300 pendant la période d'enchère. Ces frais ne sont en aucun cas remboursés.

Les offres les plus avantageuses qui trouvent place dans le volume d'enchères annoncé sont retenues. Dès que l'adjudication entre en force, le délai de réalisation de 24 mois commence à courir. La mise en service doit être annoncée à Pronovo au plus tard un mois après la mise en service (cf. art. 30c^{quinquies}, al. 1 et 3, [OEneR](#)).

Si une offre n'est pas mise en service après l'adjudication, toute participation à des enchères pour la rétribution unique ou la prime de marché flottante pour les installations photovoltaïques sur le même terrain est exclue pendant 5 ans à compter de l'entrée en force de l'adjudication.

Si, après la mise en service, l'installation remplit les conditions d'octroi, Pronovo décrète l'entrée dans le système de la prime de marché flottante. Dans le cas contraire, Pronovo révoque l'adjudication. Il en va de même si la mise en service n'a pas lieu dans le délai imparti ou si l'emplacement de l'installation ne correspond pas à celui indiqué dans l'offre. Si l'installation est réalisée avec une puissance supérieure à celle indiquée dans l'offre, une prime de marché flottante n'est versée que pour la part de la production correspondant à la puissance indiquée dans l'offre.

Si l'installation remplit les conditions d'octroi de bonus (bonus pour les installations situées sur des aires de stationnement, bonus d'angle d'inclinaison, bonus d'altitude), ceux-ci sont versés en plus du taux offert. Les bonus ne font pas partie des offres d'enchères.

11.4. Agrandissements et rénovations ultérieurs

L'exploitant d'une installation qui perçoit pour celle-ci une prime de marché flottante doit notifier à Pronovo les agrandissements ou rénovations ultérieurs au moins un mois avant leur mise en service. La durée de rétribution n'est pas prolongée par un agrandissement ou une rénovation ultérieur(e)s. La part d'électricité à rémunérer au moyen de la prime de marché flottante est réexaminée après un agrandissement ou une rénovation ultérieur(e) et adaptée aux nouvelles conditions. Si l'annonce n'est pas faite ou n'est pas faite dans les délais, l'exploitant doit rembourser à Pronovo, sans intérêt, la différence entre la rétribution reçue et la rétribution qui lui est due sur la base de l'adaptation (art. 30a^{bis} [OEneR](#)).

11.5. Durée, exclusion et sortie du système de la prime de marché flottante

La prime de marché flottante est versée pendant 20 ans – à compter de la mise en service effective de l'installation, de son agrandissement ou de sa rénovation notable – et ne peut pas être interrompue. Cette durée court même si un exploitant ne reçoit pas encore de rétribution (art. 30a^{septies}, al. 1 et 2, [OEnER](#)), par exemple parce qu'il n'a pas remis l'avis de mise en service dans le délai imparti.

Pronovo décrète l'exclusion d'un exploitant du système de la prime de marché flottante si les conditions d'octroi ou les exigences minimales (art. 30a^{quater} [OEnER](#)) :

- ne sont pas respectées à plusieurs reprises et que, pour cette raison, aucun droit à la prime de marché flottante n'a été accordé pendant trois années civiles consécutives (cf. art. 30a^{ter}, al. 1, [OEnER](#));
- n'ont pas été respectées pendant une année civile entière après l'expiration d'un délai pour la mise en œuvre de mesures, pour le rétablissement des conditions d'octroi ou des exigences minimales (cf. art. 30a^{ter}, al. 3, [OEnER](#)).

Une sortie du système de la prime de marché flottante n'est pas autorisée (art. 30a^{quater}, al. 2, [OEnER](#)).

12. Mise hors service et remise en service

Les mises hors service et remises en service sont considérées comme des modifications de l'installation et doivent dans tous les cas être annoncées à Pronovo²⁴.

12.1. Installation bénéficiant du SRI

Si une installation change de catégorie selon le chapitre 6 à la suite d'une reconstruction, elle continue en principe à bénéficier du taux de rétribution actuel pour la puissance actuelle lorsque la nouvelle certification a été remise. L'exception suivante existe : si l'installation existante avait bénéficié de la rétribution en tant qu'installation intégrée et qu'elle a désormais été remplacée par une simple installation ajoutée, le taux de rétribution est adapté en conséquence. La date de mise en service de l'installation initiale sert à déterminer la date de mise en service, mais la rétribution correspondant au tarif pour les installations ajoutées est versée à partir de la date de mise en service de l'installation ajoutée. L'ordonnance qui était en vigueur à la date de l'admission dans le [SRI](#) est appliquée et la date de mise en service de l'installation initiale est déterminante pour définir le tarif dans le cadre de celle-ci. La durée de rétribution n'est pas prolongée.

Si la puissance fournie par l'installation est supérieure à celle fournie par l'ancienne installation, la puissance supplémentaire est considérée comme étant fournie par un agrandissement de cette dernière.

12.2. Installation bénéficiant de la RU

Il faut tenir compte des points suivants lors du démantèlement d'une installation bénéficiant de la [RU](#):

12.2.1. Démantèlement sans reconstruction

La rétribution unique est révoquée à la date de la mise hors service si aucune reconstruction n'est prévue. Pronovo demande la restitution au prorata de la rétribution versée en trop. Cette restitution est calculée en fonction de la période pendant laquelle l'installation a été en service et de la durée d'exploitation qu'elle aurait dû atteindre. L'exploitant doit exploiter l'installation [PV](#) pendant au moins 20 ans selon le droit en vigueur. Cette durée est de dix ans pour les installations auxquelles la rétribution unique a été accordée avant le 1^{er} janvier 2018. Cette durée est de 15 ans pour les installations auxquelles la rétribution unique a été accordée entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2024. La restitution est demandée à la personne déclarée comme ayant droit pour l'installation au moment

²⁴ Art. 2 al. 4 [OGOM](#)

où la demande de restitution est connue. Si une installation est transférée à une autre personne et que cette dernière la démantèle, la restitution est demandée à la personne désormais ayant droit à l'installation.

12.2.2. Reconstruction

Si une reconstruction de l'installation est prévue, un délai d'un an est accordé à son exploitant pour la remettre en service. S'il la remet en service pendant ce délai, la durée minimale d'exploitation²⁵ n'est pas prolongée. Si la remise en service n'a pas lieu dans ce délai d'un an, la rétribution unique doit être restituée au prorata et une nouvelle demande peut être déposée pour l'installation.

Il faut annoncer à Pronovo au moyen d'une certification de l'agrandissement si certains modules ou onduleurs de l'installation initiale sont démontés ou remplacés ou si d'autres sont ajoutés. L'exploitant d'installation est tenu de remettre une installation en service dont la catégorie et la puissance sont au moins équivalentes à celles de l'ancienne installation.

Si la puissance de l'installation reconstruite est inférieure à celle de l'installation initiale ou si sa catégorie passe d'installation intégrée à l'installation ajoutée dans le cas d'une installation PRU, Pronovo demande la restitution au prorata de la rétribution versée.

Si la puissance de l'installation reconstruite est supérieure de plus de 2 kW à celle de l'ancienne installation, la puissance supplémentaire est considérée comme étant fournie par un agrandissement de cette dernière. Il est donc possible de demander la contribution liée à la puissance pour cet agrandissement (cf. chapitre 8.2.). Il est à tout moment possible de rembourser la RU reçue pour l'installation initiale et d'annoncer à nouveau la nouvelle installation construite. La demande est placée sur la liste d'attente après le remboursement de la RU et la nouvelle annonce. Pronovo décide d'une nouvelle RU avec une nouvelle durée d'exploitation minimale dès que les moyens financiers sont disponibles et que la demande est complète.

²⁵ selon l'art. 33 al. 1 let. a de l'IOEneR ou l'annexe 1.8, ch. 6.1 de l'Ordonnance sur l'énergie du 7 décembre 1998, état le 1^{er} janvier 2017 (aOEne)

Avant la modification		Après la modification		Rétribution unique
Ancienne catégorie	Ancienne puissance	Nouvelle catégorie	Nouvelle puissance	
ajoutée	X	ajoutée	X	Pas de modification
ajoutée	X	ajoutée	X - Y (<X)	Restitution au prorata en raison de la diminution de la puissance
ajoutée	X	intégrée	X	Choix: conserver la <u>RU</u> actuelle ou restituer au prorata la <u>RU</u> déjà reçue afin de déposer une nouvelle demande de <u>RU</u> pour une installation intégrée*
ajoutée	X	intégrée	X - Y (<X)	Choix: restituer au prorata la <u>RU</u> en raison de la diminution de la puissance ou restituer au prorata temporis la <u>RU</u> déjà reçue et déposer une nouvelle demande de <u>RU</u> *
intégrée	X	ajoutée	X	Restitution au prorata en raison du changement de catégorie
intégrée	X	ajoutée	X - Y (<X)	Restitution au prorata en raison du changement de catégorie de la diminution de la puissance
ajoutée	X	ajoutée	X + Y (>X)	Contribution liée à la puissance pour l'agrandissement: Catégorie ajoutées, puissance Y**
intégrée	X	ajoutée	X + Y (>X)	Nouveau calcul de la <u>RU</u> (remboursement au prorata, le cas échéant) Contribution de base et contribution liée à la puissance pour l'installation de base: catégorie ajoutées, puissance X*** Contribution liée à la puissance pour l'agrandissement: Catégorie ajoutées, puissance Y**
ajoutée	X	intégrée	X + Y (>X)	Choix: contribution liée à la puissance pour l'agrandissement dans la catégorie intégrées, puissance Y** ; ou rembourser au prorata la <u>RU</u> déjà reçue et déposer une nouvelle demande de <u>RU</u> pour une installation intégrée*
X	désigne la puissance avant la modification			
Y	désigne le changement de la puissance après la remise en service			
*	Il n'est pas nécessaire d'effectuer une nouvelle annonce en ligne, il suffit d'informer Pronovo qu'une nouvelle annonce du projet est souhaitée.			
**	La contribution liée à la puissance de l'agrandissement est calculée conformément à la version valide de <u>OEnER</u> ou de l' <u>aOEnE</u> à la date de celui-ci.			
***	La contribution liée à la puissance de l'installation de base est calculée conformément à la version valide de l' <u>OEnER</u> ou de l' <u>aOEnE</u> à la date de détermination de la rétribution unique.			

Tableau 6: Exemples de reconstruction d'installations RU

Bases légales

Lois		
CC	Code civil suisse du 10 décembre 1907	RS 210.0
LEne	Loi sur l'énergie du 30 septembre 2016	RS 730.0
Ordonnances		
OEnR	Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables du 1 ^{er} novembre 2017	RS 730.03
OEn	Ordonnance sur l'énergie du 1 ^{er} novembre 2017	RS 730.01
aOEn	Ordonnance sur l'énergie du 7 décembre 1998	RS 730.01
OGOM	Ordonnance du DETEC sur la garantie d'origine et le marquage de l'électricité	RS 730.010.1

Abréviations

BiPV	« building integrated photovoltaic » ; Photovoltaïque intégré aux bâtiments
GO	Garanties d'origine
GRU	Rétribution unique pour des grandes installations photovoltaïques
OFEN	Office fédéral de l'énergie
PMF	Prime de marché flottante
PPE	Propriété par étages
PRR	Point de raccordement au réseau
PRU	Rétribution unique pour des petites installations photovoltaïques
PV	Photovoltaïque
RCP	Regroupement dans le cadre de la consommation propre, voir chapitre 4.4 .
RU	Rétribution unique (pour des grandes et des petites installations photovoltaïques)
RUE	Rétribution unique élevée
SRI	Système de rétribution de l'injection